

## Burundi : des voix s'élèvent pour libérer 4 journalistes arrêtés

@rib News, 26/10/2019 – Source Agence Anadolu Plusieurs voix se sont élevées pour appeler les autorités burundaises à libérer les 4 reporters du journal Iwacu, privé, et leur chauffeur, arrêtés mardi à Musigati, dans le nord-ouest du pays, suite à des combats entre les forces de l'ordre et des rebelles.

« Les autorités du Burundi devraient libérer immédiatement et sans condition quatre journalistes et leur chauffeur », a déclaré, mercredi, Lewis Mudge, directeur pour l'Afrique centrale à Human Rights Watch (HRW), dans un communiqué de presse dont Anadolu a reçu une copie. Dès lors, les journalistes jouent un rôle essentiel en faisant la lumière sur les questions qui touchent à l'intégrité et ne devraient pas être poursuivis pour le travail qu'ils accomplissent. À l'approche des élections de 2020, HRW trouve qu'en tentant d'arrêter le partage d'informations, le gouvernement essaie d'opérer sans contrôle ni transparence. Pour sa part, Alexandre Niyongeko, président burundaise des journalistes (UBJ) a aussi condamné l'arrestation et l'incarcération des journalistes qui n'ont commis aucune autre « crime » que l'exercice de leur profession. « Nous exigeons la libération, sans condition, de nos confrères puisque ce ne sont pas des criminels », a-t-il lancé, rappelant que leur place n'est pas dans la prison mais dans leur rédaction. Idem pour le Collectif des associations des défenseurs des droits de l'Homme. « Cette arrestation et cet emprisonnement démontrent que le régime a l'intention d'étouffer avec toute voix dissonante. Une preuve que les élections de 2020 ne seront pas transparentes, démocratiques et apaisées », a souligné Mamert Sabushimike, porte-parole de ce collectif rassemblant une dizaine d'organisations. « Nous demandons que ces journalistes soient libérés », a-t-il martelé. Accompagnés d'un avocat, les quatre reporters du journal Iwacu et leur chauffeur ont été interrogés, mercredi, par les officiers de police judiciaire. Après l'interrogatoire, ils sont retournés au cachot en attendant la décision », a confié Léandre Sikuyavuga, directeur des rédactions de la publication, joint par Anadolu, mercredi. Ces quatre reporters étaient partis mardi, à Musigati, où des affrontements ont été signalés entre un groupe d'hommes en provenance de la République démocratique du Congo (RDC) et les forces de l'ordre et de sécurité burundaise. Depuis avril 2015, date de l'officialisation de la 3<sup>e</sup> candidature du président Nkurunziza à la tête du pays, le Burundi recule en matière de liberté d'expression. Selon le classement Reporters Sans Frontières (RSF), en 2019, le Burundi est placé à la 159<sup>e</sup> position, 142<sup>e</sup> en 2014.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});